

La Presse ÉCONOMIE

SUPPLÉMENT HEBDOMADAIRE DU MERCREDI 16 MARS 2022

PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL : NABIL GARGABOU — DIRECTEUR DE LA RÉDACTION DES PUBLICATIONS : CHOKRI BEN NESSIR

REGARD D'EXPERT



SEIF DEROUICHE,
EXPERT EN
CHANGEMENT
CLIMATIQUE
ET ÉCONOMIE
CIRCULAIRE
À LA PRESSE

«L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE,
UN PILIER DE DÉVELOPPEMENT
DURABLE ET INCLUSIF»

Page 3

RAFIK BEZZAOUIA — CONSEILLER
AUPRÈS DE LA DG DE LA STEG



« LE SURCÔÛ FINANCIER DÛ
À L'ACHAT DE L'ÉLECTRICITÉ
FINALE CONTINUE EN 2022 »

Page 3

BILLET

UNE GUERRE SANS RÉPIT

Par Najoua HIZAOUI

La pression actuelle sur le marché des produits de large consommation continue d'alimenter le débat. Les stocks et les quantités colossales de denrées alimentaires subventionnées par l'Etat et autres produits de base, saisis ces derniers jours, dans les dépôts et entrepôts sauvages dans plusieurs régions du pays, suscitent depuis des mois un vif intérêt de la part du Président Kais Saïed qui a fait appel récemment aux autorités locales en les invitant à faire montre d'une vigilance extrême pour réagir avec célérité et fermeté, détecter et sévir contre toute infraction, aussi bien au niveau de l'approvisionnement ou des chaînes de distribution.

Le Président a appelé à une «guerre sans répit» contre le monopole et la spéculation sur les denrées alimentaires dans le pays. Et de confirmer que la lutte contre les circuits de spéculation doit être poursuivie sans relâche et, bien entendu, dans le cadre de la loi. Un décret présidentiel relatif aux circuits de distribution sera incessamment prêt pour fixer les objectifs de la lutte contre la spéculation et la monopolisation.

Autant dire que ce fléau a pris des dimensions provocatrices, menaçant la stabilité, la cohésion et l'immunité sociétale du pays. Ce fléau a provoqué une pénurie sur le marché et une perturbation permanente de l'approvisionnement, ainsi qu'une augmentation vertigineuse des prix des produits, notamment alimentaires. Comme cette pratique s'est installée dans la durée (depuis 2010) et qu'elle progresse d'année en année en Tunisie, la spéculation et la monopolisation sont devenues un véritable phénomène endémique qui occupe le quotidien des Tunisiens. Des pratiques qui s'opèrent sans répit par des commerçants et contrebandiers véreux, hors-la-loi — qui dominent le business et font leur beurre—, auxquels la tutelle devrait s'attaquer. La mise en place d'un plan de lutte contre ces pratiques sur tout le territoire est recommandée impérativement, pour contrer les manœuvres des spéculateurs, leurs comportements malveillants itératifs, leur ruse délibérée et leur cupidité personnelle au détriment du producteur et du consommateur, et qui cherchent à créer des troubles, en tentant d'imposer des pratiques illicites pour entraîner le pays vers des conséquences désastreuses. A l'approche du mois de Ramadan, la situation n'est guère rassurante, et s'annonce rude où la tendance de consommation double. Aujourd'hui, la Tunisie est désormais la cible d'une guerre qui n'est plus classique comme avant, visant en profondeur son économie. Il est déraisonnable que cette crise de pénurie perdure et même se produise. Une crise qui n'a d'autre explication que le fait qu'il y a un défaut auquel il faut remédier rapidement pour parvenir à une sécurité alimentaire synonyme de sécurité politique, sociale et économique.

SE PRÉMUNIR CONTRE L'IMPACT
DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Page 2

AU FIL DE L'ACTU

CET INDIVIDUALISME
ASSASSIN...

Page 2

L'ENTREPRISE AUTREMENT

UNE ÉNIÈME ANNÉE QUE L'ON
RISQUE DE PERDRE (VI)

Page 4

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

ENTRE LE MARTEAU DE LA HAUSSE DES PRIX ET L'ENCLUME DE LA PÉNURIE



Les politiques agricoles ont besoin d'une refonte, une réforme de fond en comble dans l'objectif de renforcer la sécurité alimentaire, réduire la dépendance à l'étranger et l'exposition aux aléas climatiques.

Page 2



بيكم من أطلسن ما فمة

ooredoo
عيش الإنترنت

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

ENTRE LE MARTEAU DE LA HAUSSE DES PRIX ET L'ENCLUME DE LA PÉNURIE

Certes, les politiques agricoles ont besoin d'une refonte, une réforme de fond en comble dans l'objectif de renforcer la sécurité alimentaire, réduire la dépendance à l'étranger et l'exposition aux aléas climatiques. Une telle entreprise nécessite une vision stratégique de moyen et long termes. Mais pour parer à l'urgence et assurer l'importation des quantités de céréales nécessaires permettant de couvrir la demande, il faut recourir à une révision de la politique d'approvisionnement. Dans ce contexte où l'incertitude quant à l'issue du conflit russo-ukrainien persiste, l'approvisionnement continu en blé ne serait guère un exercice facile.

Le déclenchement de la crise liée au coronavirus était bel et bien un premier avertissement. Sur le marché international, c'était la course au blé. Lors du grand confinement et alors que le monde a été mis sous cloche, plusieurs pays, notamment les gros importateurs de blé comme l'Algérie, le Maroc, l'Égypte et l'Arabie Saoudite, qui représentent à eux seuls plus d'un tiers des importations de blé, ont boosté la demande et fait grimper les cours. Cette année-là, malgré une production record, les incertitudes autour des chaînes d'approvisionnement et la crainte des restrictions d'exportation ont fait grimper les cours au point d'inquiéter l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), qui a mis en garde sur le risque d'une crise alimentaire dans certains pays, notamment de l'Afrique de l'Est. En Tunisie, les questions de la souveraineté alimentaire, la résilience de l'industrie agroalimentaire et l'impératif de réformer la politique agricole ont, alors, meublé les débats médiatiques. Et depuis, il n'y a rien eu de nouveau sous le soleil. Aujourd'hui, la menace sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle est réelle. Le déclenchement de la guerre en Ukraine fait trembler le monde. Les cours du pétrole et du blé ont monté en flèche. Le FMI s'inquiète des retombées dans le monde entier.

LES INSTITUTIONS INTERNATIONALES S'ALARMENT

Dans un rapport publié récemment, l'institution souligne que les prix de l'énergie, des matières premières et agricoles ont flambé. Pour une denrée comme le blé, les effets pourraient être encore plus dramatiques, prévient l'institution basée à Washington. "Les perturbations de la saison agricole de printemps pourraient freiner les exportations, ainsi que la croissance et mettre en péril la sécurité alimentaire mondiale", notent les auteurs. La guerre a donné des sueurs froides aux pays particulièrement dépendants des importations de blé. Car l'Ukraine et la Russie font partie des plus grands exportateurs de blé au monde. A elles seules, elles détiennent près d'un tiers du commerce mondial. La majeure partie du blé ukrainien est exportée en été et en automne. Le directeur général de la FAO, Qu Dongya, a mis en garde, dans une tribune aux médias, contre les menaces que fait peser la guerre en Ukraine sur la sécurité alimentaire mondiale. Particulièrement des pays dont la consommation de blé repose sur leurs importations et parmi lesquels figure la Tunisie. "Le Liban, la Tunisie, le Yémen, la Libye et le Pakistan sont eux aussi fortement dépendants de ces deux pays pour leur approvisionnement en blé. On escompte une contraction du commerce du maïs à cause du niveau élevé des prix, alors que le recul des exportations ukrainiennes ne devrait pas voir compensé par des exportations d'autres pays", prévient la FAO. L'organisation onusienne estime que les perspectives des exportations d'huile de tournesol et d'autres huiles de substitution restent également incertaines. "Les grands importateurs d'huile de tournesol que sont l'Inde, l'Union européenne, la Chine, l'Iran et la Turquie devront se tourner vers d'autres pays fournisseurs ou s'intéresser à d'autres huiles végétales, ce qui



pourrait avoir une incidence sur la demande d'huiles de palme, de soja et de colza, par exemple", note-t-on dans le communiqué.

UNE SITUATION INÉDITE

Cette situation pourrait compromettre l'accès à l'une des denrées alimentaires les plus vitales pour les Tunisiens, à savoir les céréales et donc compromettre la sécurité alimentaire du pays. Il faut dire que, selon les études et les différentes références, la Tunisie n'a jamais connu, depuis de nombreuses décades, de situation de pénurie alimentaire ou de graves difficultés d'approvisionnement ayant entraîné une quelconque insécurité. Les questions de disponibilité et d'accès aux produits alimentaires ne se sont jamais posées depuis de longues années. Il s'agit là d'un défi majeur auquel le pays doit s'attaquer de front d'autant plus que les analystes évoquent des incertitudes quant à la durée de la guerre. Mais pour mettre à plat la question de la sécurité alimentaire, il faut d'abord la définir et identifier les enjeux qui lui sont liés. Partant de la définition de la sécurité alimentaire qui consiste à assurer à toute personne et à tout moment un accès physique et économique aux denrées alimentaires dont elle a besoin, l'on comprend facilement que les insuffisances et, d'une manière générale, la fragilité dont souffre la filière céréalière constituent le premier et principal maillon faible de la souveraineté alimentaire du pays. En effet, selon la Revue stratégique de la sécurité alimentaire et nutritionnelle qui a été publiée par l'Ifes en 2017, la Tunisie a le plus haut indice d'apport calorifique provenant du blé au monde. Les céréales apportent près de 50% des besoins énergétiques. Ce qui met l'accent

sur la demande croissante des céréales qui a entraîné une augmentation continue des quantités importées. La production nationale ne couvrant que 40% de la demande, la dépendance aux importations des céréales a, depuis belle lurette, commencé à inquiéter les experts. En effet, la Tunisie importe 84% de ses besoins en blé tendre, environ 40% pour le blé dur et 50% pour l'orge. L'Ukraine était jusque-là un fournisseur privilégié. En 2019, les importations ukrainiennes représentaient près de 47% des importations tunisiennes en blé. Au cours des dix dernières années, la contribution du déficit agricole au déficit commercial, bien que très variable, a suivi une tendance haussière qui correspond, selon les auteurs de la revue, à une tendance globale vers un déficit agricole chronique ayant démarré juste après la révolution et qui se poursuit jusqu'à ce jour.

HAUSSE DES PRIX

Selon les estimations de l'Ifes, le niveau des cours actuels du blé et des autres céréales pourrait conduire à une charge supplémentaire en matière de compensation de l'ordre de 1,3 milliard de dinars, à comparer à la charge initialement prévue au budget de l'Etat de 2,2 milliards de dinars pour la compensation des produits de première nécessité. Sans compensation, les cours actuels des céréales sur le marché mondial provoqueraient une augmentation du prix des pâtes alimentaires estimée à 160 millimes le kilogramme, soit une augmentation de 20% par rapport aux prix actuels. Cette augmentation pourrait atteindre 200 millimes le kilogramme si les prix continuent à évoluer au même rythme. "De même s'il y aura un impact sur les prix des aliments pour bétail qui risque de mettre à mal les filières d'élevage, qui sont déjà en grande difficulté, qu'elles soient avicoles, ovines ou bovines et donc, par ricochet, sur la filière laitière. Le même problème risque de se poser pour les huiles végétales, mais son impact restera minime au regard des impacts attendus sur les autres produits", précise l'institut dans sa note sur l'impact de la guerre en Ukraine.

Autre bémol, les engrais chimiques qui sont des intrants agricoles indispensables. L'offre mondiale des engrais est aussi extrêmement concentrée étant donné que la Russie en est le premier producteur. C'est ainsi que le prix de certains engrais azotés a plus que triplé au cours des 12 derniers mois. La Tunisie qui pâtissait du ralentissement de la production de phosphate s'est trouvée dans l'obligation de recourir à l'importation d'engrais russes. Du pain sur la planche ! Puisque la demande des engrais va exploser et leur disponibilité se réduire. De nombreux pays d'Europe et d'Asie centrale, qui reçoivent de la Russie plus de 50% de leurs engrais, vont chercher à améliorer le rendement de leurs cultures dans un contexte où les pénuries dans ces pays pourraient se prolonger jusqu'à l'année prochaine.

FAIBLE RENDEMENT DES CULTURES CÉRÉALIÈRES

La FAO affirme que la forte demande et la volatilité des

prix du gaz naturel ont également fait grimper les coûts des engrais. Il est fort probable que les prix vont continuer leur hausse. Les auteurs de la revue de l'Ifes avaient déjà mis l'accent auparavant sur le fait que "La Tunisie est soumise à des risques relatifs aux disponibilités de l'offre et de la volatilité des prix à l'échelle internationale". De ce fait, le pays est largement dépendant de l'étranger pour sa nourriture. "L'accroissement de la production nationale est entravé par les conditions climatiques et les faiblesses techniques et financières", ajoute-t-on. Selon le document, la faiblesse des rendements est particulièrement importante pour les céréales puisque la Tunisie est classée 120 à l'échelle mondiale en matière de rendement de culture. Cette insuffisance est liée aux problèmes d'irrigation, de qualité des terres et des intrants. Il faut dire que, bien avant le déclenchement de la crise en Ukraine, la sécurité alimentaire était fragilisée par de mout facteurs qui se sont aggravés au fil du temps. Il s'agit principalement de la gestion de la rareté de l'eau, l'exode rural et le désintérêt pour l'agriculture, les conséquences du changement climatique et les pertes qu'il cause, les difficultés en matière de financement des activités agricoles (les banques ne financent que 11% de l'investissement agricole total) et les problèmes de gouvernance des filières, notamment les mécanismes de soutien par les prix qui ont montré leur limite.

PARER À L'URGENCE

Certes, les politiques agricoles ont besoin d'une refonte, une réforme de fond en comble dans l'objectif de renforcer la sécurité alimentaire, réduire la dépendance à l'étranger et l'exposition aux aléas climatiques. Une telle entreprise nécessite une vision stratégique de moyen et long termes. Mais pour parer à l'urgence et assurer l'importation des quantités de céréales nécessaires permettant de couvrir la demande, l'Ifes appelle à une révision de la politique d'approvisionnement, d'autant que le pays souffre d'une insuffisance chronique au niveau des capacités de stockage, limitées à 3 mois. Dans sa note sur les impacts de la guerre en Ukraine, l'institut a identifié un ensemble de mesures à prendre qui peuvent contribuer à assurer un approvisionnement continu, notamment en céréales.

Il s'agit, entre autres, de : Mettre en place d'urgence une cellule de crise pour identifier les alternatives en ce qui concerne les sources d'approvisionnement et les mécanismes de financement requis dans la mesure où la solvabilité des clients va devenir un critère important dans la priorisation de l'approvisionnement par les fournisseurs (et que la Tunisie présente aujourd'hui un risque de solvabilité élevé); Orienter les ressources hydriques agricoles exclusivement vers les cultures céréalières pour améliorer autant que faire se peut les perspectives de la récolte à venir et augmenter la production du phosphate en vue de relancer la production d'engrais pour fournir le marché local et accroître nos ressources à l'exportation.

MARWA SAIDI

SE PRÉMUNIR CONTRE L'IMPACT DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

A l'heure actuelle, les crises prolongées dues aux conflits et à d'autres crises humanitaires (pandémies), ainsi que l'accroissement démographique rapide ont provoqué une envolée des prix des produits agricoles de base et une dépendance accrue à l'égard des importations alimentaires.

La nouvelle escalade des prix agricoles due au conflit Russie-Ukraine a dû alarmer les pays du monde. Elle intervient dans un contexte où les prix des denrées de base étaient déjà exceptionnellement tendus. L'aggravation de ce conflit militaire constitue ainsi une menace pour la sécurité alimentaire, bien au-delà du pays envahi. Fréquemment conjugués à des chocs économiques, ces risques, qui se recoupent souvent, sapent les moyens de subsistance et plongent des millions de personnes dans une insécurité alimentaire aiguë élevée. La pauvreté, les inégalités généralisées et l'impact sanitaire aggravent la situation. Les conséquences économiques des crises sur l'économie tunisienne sont très peu mesurées et annoncent une crise complexe et multiforme. Cette crise est le résultat de la combinaison de deux perturbations économiques distinctes qui, de par leur synchronisation, s'amplifient mutuellement. Il s'agit des conséquences économiques mondiales de la pandémie, transmises à l'économie nationale par le reste du monde, principalement via la crise du marché pétrolier et secondairement par les autres marchés, notamment celui des produits alimentaires. S'ajoute à cela la forte perturbation interne qu'a subie l'économie nationale, engendrée par le net ralentissement de l'activité économique.

ELIMINER L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Garantir une alimentation suffisante et accessible à toute la population est un objectif constant imposé par l'ampleur de la pauvreté qui touche, depuis quelques années, les citoyens. L'accès de tous à une alimentation bon marché est ainsi devenu, avec le temps, un élément constitutif du contrat social proposé au peuple. Assurer les disponibilités et maintenir les prix alimentaires à des niveaux conformes au niveau du pouvoir d'achat du citoyen sont l'objectif assigné, tout en faisant

face aux ruptures d'approvisionnement et aux pénuries alimentaires. La sécurité alimentaire et nutritionnelle concerne non seulement les questions de l'alimentation stricto sensu, mais également différents domaines qui relèvent du développement, de la paix et de la sécurité globales, tels qu'énoncés par les Objectifs du développement durable. L'étude de l'Institut tunisien des études stratégiques sur « la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Tunisie » — basée sur une hypothèse fondamentale que la sécurité alimentaire et nutritionnelle est inséparable de la sécurité agricole —, montre que l'agriculture tunisienne a réalisé durant les deux dernières décennies d'importants progrès notamment en atteignant l'autosuffisance dans certains produits (lait, viandes, fruits et légumes), en limitant la dépendance aux importations et en s'imposant sur des marchés externes grâce à des produits d'un bon rapport qualité/prix. L'étude reconnaît aussi que le système de protection sociale fait partie des instruments principaux pour améliorer la résilience et protéger les plus vulnérables dans des situations fragiles. « Le système de protection sociale est un mécanisme dont le rôle est d'atténuer et, chaque fois que c'est possible, éliminer l'insécurité alimentaire et la faim à l'échelle des ménages. Des programmes de protection sociale bien conçus et bien mis en œuvre peuvent traiter efficacement les causes de l'insécurité alimentaire ». La Tunisie n'a, depuis de nombreuses décades, jamais connu de situation de pénurie alimentaire et /ou de graves difficultés d'approvisionnement ayant entraîné une quelconque insécurité alimentaire. Les questions de disponibilité et d'accès aux produits alimentaires ne se sont jamais posées depuis de longues années. D'ailleurs elle est l'un des trois pays africains à être classée au niveau mondial dans la catégorie « good performance » en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle.

D'ailleurs, c'est grâce au filet social et plus particulièrement à la Caisse générale de compensation que le pays a pu se prémunir des répercussions de la crise alimentaire mondiale de 2007-2008.

RISQUES ET DÉFIS

Des risques, on en recense beaucoup touchant les problèmes fonciers, l'usage non raisonné des pesticides, l'épuisement des nappes phréatiques, la pollution, la désertification, l'inadaptation des circuits de distribution, la faible organisation du monde rural, le soutien institutionnel insuffisant accordé au secteur agricole, la hausse des coûts de production et à la consommation, le ralentissement de la croissance, les changements climatiques, le stress hydrique. Face à la multitude des risques, « le pays doit relever les défis pour se prémunir de l'impact de l'insécurité alimentaire. Ces défis concernent particulièrement la disponibilité des aliments dont le pays est largement dépendant de l'étranger pour sa nourriture, sachant que l'accroissement de la production nationale est entravé par les conditions climatiques et les faiblesses techniques et financières. Cela outre l'utilisation et les habitudes de consommation qui sont tributaires des prix pratiqués sur le marché intérieur. Tant que persistent les distorsions actuelles en matière de prix de produits subventionnés, la consommation du Tunisien aura tendance à rester déséquilibrée. Avec la mise en œuvre du nouveau plan de développement, la Tunisie devra impérativement répondre aux attentes des agriculteurs, des consommateurs, des producteurs. La stratégie de la sécurité alimentaire et nutritionnelle devrait également prendre en compte l'évolution des rapports géopolitiques entre le nord et le sud de la Méditerranée, entre les pays développés et le reste du monde.

N.HIZAOU

▶ AU FIL DE L'ACTU

CET INDIVIDUALISME ASSASSIN...

Dans ses dernières allocutions, le Président de la République s'est montré déterminé et ferme quant à la lutte contre la spéculation. Or, il s'avère que l'on navigue encore en eaux troubles. Dénonçant «des parties qui œuvrent à affamer le peuple en monopolisant les produits alimentaires, l'eau minérale et bien d'autres produits», le chef de l'Etat dit vouloir frapper d'une main de fer «les lobbies de la corruption qui sont derrière toutes les opérations de spéculation. Mais a-t-on déjà décelé leur mode opératoire pour ainsi réussir à les dissuader ? Recommander aux autorités compétentes plus de rigueur pour garantir le respect de la loi, ce n'est point une première, c'est plutôt du déjà-vu, du déjà entendu. Rugir comme un lion dans sa tanière, cela rappelle le mélo de la télé-réalité, mais ne change rien à la condition du petit Salah affamé, des pauvres, des veuves, des orphelins, des petites gens, somme toute, des franges sociales déshéritées. Ces dernières années, des centaines de tonnes de farine, de semoule, de pommes de terre et des dizaines de milliers de litres d'huile végétale sont annuellement saisis par les équipes de contrôle relevant du ministère du Commerce. De lourdes amendes sont infligées aux récalcitrants. Mais la chevauchée des pêcheurs en eaux troubles continue.

NAUFRAGE COLLECTIF

Chaque année, les opérations de spéculation et de corruption coûtent près de 3 milliards de dinars (quelque 950 millions d'euros) à l'économie tunisienne, soit près de 2% de son PIB selon l'ONG Transparency International. A l'origine du mal, il y a une économie de rente qui tue et une corruption endémique qui ne fait qu'accélérer le naufrage collectif. Le célèbre géopoliticien Yves Schemel rattache ce même phénomène endémique

qu'est la corruption à un patronage, dont les codes ont évolué avec le temps, pour être sans cesse brouillés. Dans cette optique, il fait remarquer que «les liens avec la parenté, la protection, l'intermédiation, le leadership et l'honneur» cèdent souvent aux clanisme et clientélisme, balisant le terrain devant bien des dérives.

La fragilisation des classes moyennes, la faiblesse de la classe ouvrière et de la société, civile ainsi que la crise de valeurs traversant notre société y sont, de surcroît, pour beaucoup. Ces travers sont l'aboutissement logique d'un individualisme allant crescendo, en Tunisie.

LE RÉVEIL, UN MOT D'ORDRE

Dans cet Etat, financièrement en faillite, qui n'est plus en mesure d'honorer les intérêts de sa dette, les banqueroutes sont multiformes : économiques, institutionnelles, morales, politiques et sociales. Parvenu à un tel stade de déliquescence, l'Etat est incapable d'assurer ses fonctions régaliennes : l'organisation de la société, la bonne marche des services publics et le maintien de l'ordre. En l'absence de vraies structures de régulation, les riches accumulent plus de richesses et les pauvres sont de plus en plus miséreux. Rattacher au train des réformes le wagon tunisien par les temps qui courent, ce n'est point une sinécure. Il faut plutôt engager les actions et s'inscrire dans la durée au lieu de céder au verbe et à l'improvisation. De ce point de vue, un grand travail d'éducation civique doit être entamé par les différents acteurs de la République pour apprendre au citoyen, une fois sur les bancs du savoir, et, plus tard dans les allées du pouvoir, à imaginer les conséquences de ses actes sur la collectivité, sur le vivre-ensemble, sur la marche de la République.

Mohamed Hedi ABDELLAOUI

RAFIK BEZZAOUIA — CONSEILLER AUPRÈS DE LA DG DE LA STEG

« LE SURCÔÛ FINANCIER DÛ À L'ACHAT DE L'ÉLECTRICITÉ FINALE CONTINUE EN 2022 »

Dans son intervention exhaustive lors du webinar, organisé récemment par l'Association tunisienne du pétrole et du gaz (Atpg) sur «La guerre en Ukraine : ses impacts sur les produits pétroliers en Tunisie et dans le monde », Rafik Bezzaouia, conseiller auprès de la direction générale de la Steg, a, de prime abord, passé en revue quelques préalables qu'il considère essentielles dans son analyse sur l'impact du conflit russo-ukrainien sur les produits énergétiques.

Parmi ces préalables figure le mix énergétique pour la production de l'électricité qui est basé quasi-exclusivement sur le gaz naturel à hauteur de 97%, « l'infime partie de 3% provient de sources d'énergies renouvelables. Cette petite part devrait atteindre 30% à l'horizon 2030, lequel combustible gaz naturel provient de trois sources, à savoir l'importation du côté de l'Algérie, (moyennant 45% en 2021), 17% cédés à la Steg et le reste (38%) provient de sources locales (gaz national). Encore faut-il noter que les prix de cession du gaz dépendent des prix des produits pétroliers », précise le conseiller.

Évoquant l'impact financier, l'intervenant a dû rappeler que la part du coût du combustible — le gaz naturel — est d'environ 76% du coût de revient de l'électricité, c'est dire le poids financier du coût du gaz. De même, le coût du gaz approvisionné par la Steg représente 94% du coût du gaz commercialisé à la clientèle, qu'il soit domestique, industriel ou tertiaire.

Mais ces coûts de revient qui dépendent donc fort étroitement du prix du gaz ne sont pas couverts par les tarifs de vente. En effet, les chiffres de 2019, qui est une année représentative, montrent que les tarifs de vente de l'électricité couvrent en moyenne 76% du coût de revient, donc couvrant à

peine la facture du gaz et les tarifs du gaz commercialisés.

« Tout ceci étant dit, l'impact de la conjoncture énergétique lié à la guerre Russie - Ukraine, qui a fait augmenter le prix du baril, dont le seuil de 130 dollars a été dépassé le 8 mars dernier. Toutefois, l'impact de cette augmentation sur le prix du gaz se fera ressentir progressivement dans six mois pour le gaz algérien et dans environ 9 mois pour le gaz national. La moyenne sur six ou neuf mois est faite pour parer aux fluctuations sensibles ».

M. Bezzaouia a insisté, par ailleurs, sur les prémices de la crise énergétique qui ont commencé à être ressenties par la Steg depuis juin 2021, où la partie algérienne a limité la vente, à la société, des quantités de gaz au niveau contractuel. En effet, et conformément aux changements importants et structurels des fondamentaux du marché de l'énergie et, plus particulièrement celui du gaz naturel, observés, la Steg ne bénéficie plus depuis mai-juin 2021 de la flexibilité d'approvisionnement en quantité extracontractuelle. Elle s'est retrouvée, du fait, contrainte de combler le déficit par l'achat de l'électricité auprès de la Sonel Gaz pour pouvoir passer la pointe estivale 2021. « Cela a engendré un surcoût économique des estimations préliminaires via l'achat de



l'électricité finale toute prête par Sonel GAZ (l'homologue de la Steg du côté algérien) au lieu du gaz. Le coût estimé a atteint 100

millions de dinars au cours du second trimestre 2021. Mais ce surcoût continue en 2022 et continuera et sera peut-être accentué

notamment pour la prochaine pointe estivale de cette année, où la demande d'électricité augmente et, par conséquent, celle du gaz naturel ».

La loi de finances 2022 a été basée sur l'hypothèse du prix du baril de 75 dollars. Cette hypothèse a conduit à un besoin pour compenser et équilibrer les résultats financiers de la Steg pour l'exercice 2022, moyennant 2.200 millions de dinars, selon le ministère des Finances.

Néanmoins, « avec l'augmentation du prix du baril, les cibages qui ont été établis par les services financiers de la Steg ont montré, à titre d'exemple, que l'augmentation d'un dollar du prix du baril induit un besoin supplémentaire de 46 millions de dinars. Sachant que la facture énergétique côté Steg dépend fortement du prix du Brent essentiellement », précise l'intervenant.

Et de conclure, que deux effets notables doivent être pris en considération, dont l'effet sur la sécurité d'approvisionnement énergétique et la difficulté de s'approvisionner en quantité extracontractuelle en gaz algérien, le surcoût économique dû à la substitution de ce gaz par l'achat de l'électricité finale et le second effet celui du surcoût financier lié directement ou indirectement au prix du baril du pétrole.

N.HIZAOU

► REGARD D'EXPERT

SEIF DEROUICHE, COORDINATEUR DU PROJET «PROTECT» ET EXPERT EN CHANGEMENT CLIMATIQUE ET ÉCONOMIE CIRCULAIRE À LA PRESSE

«L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE, UN PILIER DE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET INCLUSIF EN TUNISIE»

L'économie circulaire est envisagée comme un levier économique. L'enjeu est de s'appuyer sur la raréfaction des ressources pour développer des produits plus économes en ressources et participer ainsi à la compétitivité des entreprises. Ce changement de paradigme passe bien évidemment par une réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) et pourrait contribuer fortement aux efforts mondiaux et nationaux pour la lutte contre les changements climatiques.

Pouvez-vous nous donner un aperçu sur le projet «Protect» ?

Ce projet vient à tout nommé appuyer les efforts nationaux dans la politique de lutte contre les changements climatiques et l'amélioration de la gestion des déchets solides. Le projet Protect a pour objectif principal l'intégration des aspects liés à l'économie circulaire (EC) ainsi qu'au changement climatique (CC), dans le domaine de gestion des déchets. L'objectif ultime est l'amélioration de la qualité de la vie du citoyen tunisien et la protection de son climat (s'intégrant parfaitement avec l'article 45 de la Constitution tunisienne). Protect vise également à appuyer ses partenaires, à savoir le ministère de l'Environnement (MEnv) et l'Agence nationale de gestion des déchets (ANGed) dans l'intégration d'une économie circulaire respectueuse du climat, favorisant la création d'emplois et l'égalité femmes-hommes.

Protect est mandaté par le Ministère fédéral de la coopération économique et du développement (BMZ) et mis en œuvre par la coopération technique allemande (GIZ). Le budget total du projet est d'environ 5.000.000 € pour une durée d'exécution de 4 ans (2020-2024). Protect fait partie des projets de la GIZ qui visent à appuyer la Tunisie à réaliser sa transition énergétique et écologique et à respecter ses engagements climatiques.

Quels sont les pays concernés par ce projet ?

L'économie circulaire est une démarche récente qui est très répandue de nos jours dans le monde entier, particulièrement dans les pays développés. Elle fait également l'objet d'une loi dans plusieurs pays du globe, depuis une dizaine d'années déjà, à titre d'exemple : l'Allemagne, le Japon, la France et les Pays-Bas. En Europe, l'Allemagne a été un des premiers pays à légiférer sur le sujet en 1994, dans le cadre de sa politique des déchets. Quant au Japon, avec sa loi-cadre datant de 2000 (« Sound material-cycle society »), il privilégie le recyclage, le principe de proximité et de prévention des déchets (les 3R : Réduction-Réutilisation-Recyclage). Son dispositif législatif est complet et mêle (combine) incitatif et coercitif.

Dans ces pays, l'économie circulaire est envisagée comme un levier économique. L'enjeu est de s'appuyer sur la raréfaction des ressources pour développer des produits plus économes en ressources et participer ainsi à la compétitivité des entreprises. Ce changement de paradigme passe bien évidemment par une réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) et pourrait contribuer fortement aux efforts mondiaux et nationaux pour la lutte contre les changements climatiques. D'ailleurs, l'accord de Paris sur le climat repose sur l'économie circulaire pour réaliser les objectifs escomptés.

Comment faire pour recycler nos déchets ?

Pour répondre à la question, réellement dans une économie circulaire parfaite respectueuse du climat et de l'environnement, nous arrivons

à valoriser un pourcentage élevé de nos déchets. Mais le but est aussi de les réduire à la source, de responsabiliser plus les producteurs dans la chaîne de gestion de ces déchets. Nous estimons que le recyclage est une solution mais bien évidemment réduire et valoriser restent des objectifs du projet. En termes de chiffres, dans les pays développés, on peut atteindre les 75% de valorisation et de recyclage. Actuellement, en Tunisie, nous essayons d'appuyer graduellement nos partenaires tunisiens à mettre en place des politiques avec des objectifs ambitieux. Certaines régions et communes affichent des objectifs « zéro déchet », une vision qui se base sur les principes de l'économie circulaire. Une démarche qui a montré un succès dans plusieurs expériences, mais qui repose bien évidemment sur une politique volontariste et durable.

Quel rôle peut jouer l'économie circulaire ?

Face aux menaces qui pèsent actuellement sur l'environnement, il est urgent de nous engager collectivement dans une démarche de transition écologique. L'économie circulaire a un rôle-clé à jouer dans cette démarche. En effet, l'économie circulaire appelle à produire et consommer différemment, en sortant d'un modèle linéaire destructeur fondé sur le triptyque « produire—consommer—jeter » vers un modèle fondé sur les principes d'élimination des déchets et de la pollution, de prolongement de l'utilisation des produits et matériaux et de régénération des systèmes naturels. Dans cette optique, les entreprises de l'économie sociale et solidaire (ESS) appellent à entreprendre autrement, pour générer des emplois durables, renforcer la cohésion sociale et fournir des solutions aux besoins socioéconomiques des territoires. La justice et la solidarité sont deux valeurs qui reposent sur l'équité et sur l'égalité des chances face aux opportunités et l'accès aux ressources. Créer plus de ressources, plus de matières, plus de valeurs améliore les revenus et propose un modèle de croissance différent.

Le nexus économie circulaire et solidaire reste, aujourd'hui, une cohorte adéquate pour la sortie vers un monde plus équitable et juste. Certains ateliers de réparation collaborative en Europe sont, par exemple, en plein essor. Gratuits et ouverts à tous, ils sont animés par des bénévoles qui partagent leurs savoir-faire et leurs connaissances avec les personnes apportant leurs objets en panne. En donnant une seconde vie aux objets, ils permettent de réduire la quantité de déchets, surtout électriques et électroniques. C'est aussi l'occasion de sensibiliser le public aux problèmes environnementaux liés au gaspillage, à la surconsommation et de créer du lien social en favorisant la coopération et la solidarité.

Est-ce que l'économie circulaire peut créer des emplois ?

En substituant la consommation des ressources naturelles par celle de la main-d'œuvre, l'économie circulaire préserve non

seulement les matières premières mais crée aussi des emplois. Ainsi, l'adoption d'une démarche circulaire en Tunisie permettrait la création de 70.000 d'emplois (le recyclage des déchets seulement crée 15.000 emplois) à l'horizon de 2030. Elle permet, aussi, la création de 10 fois plus d'emplois que l'enfouissement en décharge ou l'incinération utilisés actuellement. Ainsi que la réduction de 950 k tonnes équivalent CO². Le projet Protect veillera à travers l'implication du secteur privé à appuyer les efforts nationaux en termes de création d'emploi. Il vise le développement de deux projets de démonstration dans trois régions pilotes en Tunisie. L'idée est d'ouvrir la voie vers la duplication de partenariats public-privé dans une démarche circulaire. La création d'emplois visera notamment les classes sociales les plus démunies et on vise à intégrer le secteur informel.

Comment peut-on bâtir une société écologique ?

La démarche circulaire repose sur l'approche participative et inclusive, c'est avec des citoyens éco-responsables, des associations actives et entreprises responsables qu'on peut bâtir une société écologique. En effet, le projet Protect vise à appuyer nos partenaires tunisiens à intégrer la Responsabilité Élargie des Producteurs (REP), une démarche qui vise à responsabiliser plus les producteurs de déchets à réduire leurs déchets et à utiliser des produits écologiques. De plus, une entreprise productrice de déchets devrait suivre le produit dans son cycle de vie jusqu'à la phase de récupération et de réutilisation. Avec ce principe, l'entreprise se verrait vaillante sur l'élimination et la réutilisation de son produit en fin de vie. En outre, cette démarche favoriserait l'approche gagnant-gagnant par une meilleure intégration du secteur informel. Afin d'avoir une meilleure implication du citoyen et de la société civile, des activités de communication et de sensibilisation seront réalisées à travers le projet Protect. Le citoyen éco-conseiller serait un métier à développer dans les communes tunisiennes. Il serait rassembler autour de projets concrets et nous veillerions avec nos partenaires à le renforcer. Sans oublier le travail avec la société civile pour le développement et la mise en œuvre de projets de sensibilisation dans le système éducatif tunisien. Les écoles et universités seront une cible des activités du projet. Des concours, des appels à proposition pour développer des projets concrets seront développés prochainement.

A quoi est dû l'excès de consommation des ressources naturelles ?

La réponse est simple, les modes de consommation entraînent une surexploitation des ressources naturelles, environ 60 milliards de tonnes de ressources (eau, énergie, produits agricoles, minerais...) sont consommées chaque année dans le monde, soit 50% de plus par rapport à la fin des années 1970. Le rythme auquel nous utilisons les ressources

naturelles est plus intense et plus rapide que la capacité de la planète à les reconstruire. Aujourd'hui, l'équivalent de 1,7 planète est nécessaire pour assouvir les besoins de l'humanité sans parler des déchets qui sont issus de cette consommation massive ! Le mode de consommation serait l'un des focus des travaux à mener dans le projet Protect. En effet, la stratégie nationale sur l'économie circulaire et le changement climatique appuieront les décideurs tunisiens à mettre un plan d'action cohérent et réaliste évitant ainsi une consommation excessive des ressources.

Comment ce projet contribue-t-il au développement de l'économie circulaire ?

A travers le projet Protect, l'Allemagne accompagne la Tunisie pour la mise en œuvre de ses engagements internationaux en matière de protection du climat et la transmission d'approches, ainsi que des technologies respectueuses du climat. Il permet également de doter la Tunisie d'une stratégie nationale d'économie circulaire respectueuse du climat, créatrice d'emplois et sensible à l'égalité femmes-hommes. Le projet Protect permet de développer de nouveaux instruments de sensibilisation pour le système éducatif, favorise la collaboration avec la société civile sur les principes de l'économie circulaire et le changement climatique. Afin de concrétiser les stratégies et opérationnaliser les études, deux initiatives public-privées seront appuyées dans des régions pilotes en Tunisie pour favoriser la duplication des initiatives dans les régions. Le projet Protect a adopté différents aspects afin de renforcer les aspects suivants : l'amélioration du cadre stratégique pour la mise en œuvre d'un plan d'action et un débat national autour de l'économie circulaire et le changement climatique outre la promotion et le développement des modèles de partenariats public-privés pour une participation accrue du secteur privé dans ce domaine (projets dans les régions pilotes) et la sensibilisation des décideurs politiques, des acteurs de la société civile et du système éducatif, avec une meilleure intégration de projets concrets (tel que le tri sélectif, la valorisation matière et énergétique).

Le projet Protect défend quel genre d'économie circulaire ?

Le projet Protect défend une économie circulaire, basée sur la participation citoyenne et l'État a besoin de l'appui de ses citoyens pour atteindre ses objectifs. Le changement commence par nous-mêmes, citoyens et industriels. La démarche que nous menons avec nos partenaires est durable et inclusive ; secteur privé, citoyens, sociétés civiles devraient se mettre ensemble. A mon avis, le modèle existant devrait évoluer vers une coopération basée sur la confiance mutuelle et sur la volonté du changement. L'intégration de l'économie circulaire et l'adaptation au changement climatique sont désormais notre défi perpétuel. C'est une question d'existence et de vie pour les générations futures. Le



Tunisie a montré à maintes reprises qu'il est capable de réaliser des changements positifs et améliorer sa qualité de vie et l'avenir de ses enfants.

Comment les entreprises du bâtiment peuvent-elles bénéficier de l'économie circulaire ?

En Tunisie, le volume des déchets de construction et de gravats atteint près de 8 millions de mètres cubes, dont 70% sont concentrés dans les grandes villes côtières, à l'instar de Tunis, Sousse et Sfax. Les déchets de la construction et des gravats sont des ressources destinées à la réhabilitation des routes et la réduction de l'impact environnemental et sanitaire de ces déchets. Il convient de rappeler que le système de l'économie circulaire est basé sur le principe de la réutilisation et du recyclage. Il permet d'offrir 10 fois plus d'emplois que celui basé sur l'incinération ou l'enfouissement, en vigueur actuellement.

Quelles sont les conditions de succès de votre projet ?

Pour la réussite de ce projet, un changement de comportement et de perception est indispensable afin d'intégrer cette nouvelle démarche. Le défi reste bien évidemment aussi d'intégrer les partenaires et d'harmoniser les objectifs stratégiques. Nouer une coopération multi-acteurs est un objectif pour le projet qui reste à réaliser. Créer le débat, rapprocher les parties prenantes sur des projets intégrés est un défi. La participation active du secteur privé constitue un output du projet sans lequel une économie circulaire ne serait pas possible en Tunisie. Le projet Protect a tout un axe dédié à la communication et la sensibilisation, l'objectif principal de cet axe est de sensibiliser les décideurs politiques et le grand public (système éducatif, citoyen, société civile...) sur les principes de l'économie circulaire et le changement climatique, pour faciliter la prise de décision politique et l'acceptation sociale qui reste un élément crucial pour la mise en œuvre des projets en Tunisie. L'économie circulaire est un bon système d'optimisation de la consommation et de la production pour une meilleure préservation de l'environnement, tout en contribuant au développement économique dans une logique des 3 R : Réduire, Réutiliser, Recycler. Ce système repose sur une utilisation optimum des ressources et sur la création de boucles de production durables respectueuses du climat. Il met notamment l'accent sur de nouveaux modes de conception, production et consommation, le prolongement de la durée d'usage des produits, la réutilisation et le recyclage des composants. Le tout formant un écosystème : économiquement efficace, socialement équitable et écologiquement solidaire. Aujourd'hui, acheter responsable en envisageant un cycle de vie circulaire est un défi à relever par le projet Protect, notamment dans l'intégration de l'approche dans l'économie tunisienne.

Propos recueillis par Sabine AHMED

► **L'ENTREPRISE AUTREMENT**

Une énième année que l'on risque de perdre (VI)

Par Foued ALLANI

Tant qu'un congrès national n'est pas tenu et dans les plus brefs délais, rien ne pourrait freiner la descente aux enfers de notre pays. Rien ne pourrait arrêter cette terrible issue, si tout le système qui, actuellement «gère» le pays, n'est pas revu de fond en comble, grâce à ladite rencontre.

Il faudrait absolument reléguer aux oubliettes la pseudo-feuille de route de Saïed qui est vide de sens car elle se résume en un squelette chronologique qui ne pourra que reproduire les échecs et aggraver nos problèmes. Il s'agit d'un simple agenda de rendez-vous vides de tout sens. Le peuple appelé à se prononcer sur des questions que certains jugent cruciales étant en majorité analphabète et on ne lui a pas permis de sortir de l'adolescence et atteindre sa majorité politique.

En dehors du processus participatif et représentatif cité, l'année en cours sera une énième année de perdue et participera à l'accélération de la régression de notre pays. Aucun salut n'est possible en dehors d'un dialogue institutionnalisé, sous forme d'un congrès national qui devra déboucher sur l'adoption d'un plan de sauvetage du pays. Une instance qui regroupera les représentants de toutes les structures et institutions nationales élues. (Présidence, Parlement, organisations nationales, corps élus, conseils municipaux, conseils scientifiques, etc.) avec exclusion de toute personne sujette à des poursuites judiciaires, et qui sera habilité à délibérer par consensus pour les questions vitales et pour certaines questions procédurales, grâce à une majorité de plus des deux tiers.

Impossible donc de continuer dans l'état actuel des choses avec un pouvoir de fait qui fait cavalier seul et qui croit détenir la vérité absolue. Simple administration, le pouvoir de fait qui est en train de décider pour nous, depuis le 25 juillet dernier, d'une manière impulsive, simpliste et inefficace, porte, en effet, en lui, son propre échec et risque de ruiner le pays.

Considérer que prononcer son adresse au peuple tunisien, à partir du siège du ministère de l'Intérieur, est un acte par lequel il voulait assurer que l'Etat est encore solide, est totalement antipolitique et prouve, si besoin est, un retour en force de l'Etat-policiier. Sept mois après le coup de force du 25 juillet dernier, rien dans le sens d'un changement positif n'a hélas eu lieu. Et l'analphabétisme politique et économique, dans lequel baignent la majorité des Tunisiens, ne peut qu'aggraver le mal. La cigale paiera de sa vie son insouciance et sa nonchalance.

Aucun signe donc qui puisse augurer d'une véritable action pouvant sauver le pays et arrêter sa course vers la faillite totale, politique, économique, sociale, intellectuelle et morale. Et la rescousse du FMI risque de ne pas avoir lieu. Autre imprévu négatif. L'impact de l'invasion de l'Ukraine par la Russie qui a rendu le besoin en devises encore plus pressant et plus lourd.

Rien, sauf des slogans, des promesses et des menaces. Et la volonté fiévreuse de changer le système politique. Avant le 25 juillet nous patauguions dans un marécage et depuis ladite date nous sommes happés par les sables mouvants.

Le discours programme du locataire de Carthage auquel le chef de la Centrale syndicale a fait allusion, l'autre lundi, semble se faire attendre, et le pouvoir semble, parfois, incapable de gérer les affaires quotidiennes et courantes du pays. Comment pourrait-il le faire puisqu'il possède la ferme conviction que tous les problèmes de notre pays seront résolus à coup de décrets-lois ?

Or, l'administration dirigée par Saïed donne l'impression qu'elle est incapable d'appliquer même des lois et des règlements, disons de routine. Pire, zéro réaction face à la honteuse grève sauvage des agents des caisses sociales, ou encore les montagnes de déchets à Sfax.

Que dire alors de lutter contre la corruption qui gangrène le pays, contre la spéculation, contre le laxisme général, contre certains lobbies qui contrôlent certains secteurs-clés de l'économie et de l'opinion publique ? Que dire alors d'entreprendre la multitude de réformes, inévitables et vitales dont les plans, de certaines d'entre elles, sont déjà prêts? En dehors de l'appareil sécuritaire qui est discipliné et bien organisé, l'administration est, hélas, dans les nuages et les dossiers dont elle est chargée continuent de traîner.

Or, la majorité des problèmes, dont souffre le pays, ne relèvent pas de complots et nécessitent des solutions autres que celles émanant d'un esprit hanté par le sentiment de persécution.

Aucun salut, en dehors de la tenue d'un congrès national et le plus tôt possible, mais aussi sans l'adoption d'un plan national de remise à niveau de la population dans tous les domaines vitaux et un second de lutte contre l'analphabétisme politique et économique de l'écrasante majorité du peuple, appelé à s'exprimer à travers les urnes sur des questions vitales.

► **HIGH TECH**

L'ordinateur sur lequel est né Wikipédia, mis aux enchères

L'iMac personnel que Jimmy Wales utilisait, en janvier 2001, au moment du lancement de l'encyclopédie participative, ainsi qu'un NFT de la première page du site sont mis en vente par Christie's jusqu'au 15 décembre 2022. L'ordinateur personnel qu'utilisait le co-créateur de Wikipédia, Jimmy Wales, au moment du lancement du site, il y a vingt ans, ainsi qu'un objet numérique certifié, ou NFT, de la première page du site devenu incontournable, ont été mis aux enchères par la société Christie's. Présenté au siège new-yorkais de Christie's, au Rockefeller Center, l'ordinateur est un iMac couleur fraise, « son ordinateur personnel, qu'il utilisait pour le développement et la recherche au moment du lancement du site le 15 janvier 2001 », écrit la société dans un communiqué. Le second lot est un NFT, un objet numérique certifié unique, grâce à la technologie de la blockchain, « créé par Jimmy Wales et qui restitue ce à quoi ressemblait Wikipédia au moment où il l'a installé et où il a lancé sa première page, avec les mots "Hello world" », a expliqué, à l'agence France-Presse, Peter Klarnet, spécialiste des livres et manuscrits à Christie's. La page, présentée sous format d'image au format Jpeg, sera interactive et pourra être « éditée » par l'acheteur pour « recréer l'expérience de construire Wikipédia», puis « revenir à son état initial à l'aide d'une minuterie », écrit Christie's. Dans le communiqué, Jimmy Wales annonce qu'une partie de la vente financera son projet WT.Social, « un réseau social décentralisé, non commercial, sans publicité, ni suivi ou collecte de données, ni désinformation », explique-t-il. Sur sa page d'accueil, WT.Social se présente comme le «réseau social non toxique ». Les deux lots sont en vente en ligne jusqu'au 15 décembre, avec un prix de départ de 100 dollars chacun, mais Christie's espère les vendre « pour des centaines de milliers de dollars », a expliqué Peter Klarnet. Nouvelle coqueluche de certains collectionneurs ou de groupes d'investisseurs dans le numérique, les NFT sont devenus des incontournables des maisons d'enchères et du marché de l'art, du programme à l'origine du Web (vendu 5,4 millions de dollars au début de juillet 2021 par Sotheby's) à l'œuvre entièrement numérique de l'artiste américain Beeple (vendu 69,3 millions de dollars en mars par Christie's — un record pour un NFT). Vendredi dernier, Christie's a, par ailleurs, également annoncé la mise en vente en ligne, jusqu'au 9 décembre 2022, d'un gilet pare-balles porté par le rappeur Kanye West lors d'une soirée de présentation de son dernier album, «Donda», le 5 août 2021, à Atlanta. L'objet est accompagné de sa réplique numérique protégée par un NFT, ce qui le fait « vivre à la fois dans le monde physique et dans le métavers », assure Christie's.

Des milliers d'internautes en Europe été privés d'Internet à la suite d'une probable cyber-attaque

Une probable cyberattaque sur un réseau satellitaire, survenue au début de l'offensive russe en Ukraine, a privé d'Internet

► **L'ÉVÈNEMENT**

Mission multisectorielle d'Open Tunisia en Algérie : nouvelles opportunités de partenariat

La Centrale Patronale Open Tunisia inaugure son programme de partenariat à l'extérieur, pour l'année 2022, par un important évènement qu'elle organise à travers sa structure dédiée à l'international « Open Tunisia International » en Algérie du 26 au 29 mars 2022. Ces journées de partenariat multisectoriel sont organisées en étroite collaboration avec le grand et dynamique patronat algérien, la Confédération générale des entreprises algériennes « CGEA » avec la participation de plus de cent vingt chefs d'entreprises algériens et tunisiens, des officiels et de hauts responsables du monde économique des deux pays. L'initiative s'insère dans le cadre de la nouvelle dynamique que connaissent les relations, dans les différents domaines, entre les deux pays frères et amis, l'Algérie et la Tunisie, et la nécessité de renforcer et de diversifier davantage ces relations pour un meilleur positionnement de nos acteurs économiques au niveau international surtout avec les grandes mutations que vivent les pays et les ensembles économiques de nos jours. Ces contacts directs entre les chefs d'entreprises algériens et tunisiens traduisent aussi la grande volonté des responsables des deux organisations patronales, la CGEA et Open Tunisia, d'agir en étroite collaboration en vue de concrétiser les nombreuses opportunités de coopération dans les différents secteurs selon une nouvelle vision stratégique tant au niveau bilatéral concernant les marchés des deux pays que multilatéral à travers des initiatives communes tuniso-algériennes visant des marchés porteurs dans des pays africains où les entreprises tunisiennes et algériennes disposent d'atouts réels de compétitivité.

► **KIOSQUE INTERNATIONAL**

Dépendance du gaz russe : l'UE dévoile un plan de réduction de 2/3 dès cette année

Bruxelles a présenté des solutions pour amortir l'impact de la flambée des prix énergétiques et réduire de deux-tiers les importations de gaz russe de l'UE dès cette année, avant un sommet où les Vingt-Sept devraient s'engager à «sortir» de la dépendance aux hydrocarbures russes. La Commission européenne soumettra d'ici à avril une proposition législative pour établir un niveau moyen de stockage d'au moins 90% d'ici à fin septembre, afin de préparer le continent au prochain hiver, avec des objectifs pour chaque pays. Outre un recours accru à l'hydrogène et au biométhane, la Commission veut diversifier tous azimuts les approvisionnements gaziers de l'UE, en intensifiant les pourparlers déjà engagés avec les principaux pays producteurs (Norvège, États-Unis, Qatar, Algérie), tout en coordonnant mieux l'utilisation des terminaux et gazoducs en Europe.L'UE appelle aussi à accélérer les efforts de décarbonation dans les bâtiments (meilleure isolation, modes de chauffage...) et dans l'industrie, prévu dans son plan climat pour 2030 : «Sa mise en œuvre complète permettrait de réduire la consommation européenne annuelle de gaz de 30%», estime Bruxelles. Les mesures présentées «peuvent réduire la demande européenne de gaz russe de deux-tiers d'ici à la fin de l'année» et «rendre l'UE indépendante des hydrocarbures russes bien avant 2030», a assuré l'exécutif européen dans un communiqué. La Russie fournit 45% des importations de gaz et de charbon de l'UE, et 25% de celles de pétrole. Un défi pour des pays comme la Finlande, la Slovaquie, la Hongrie ou la République tchèque qui importent l'essentiel de leur gaz de Russie, ou encore l'Allemagne, dépendante à 55% de la Russie pour ses approvisionnements. Dans l'imédiat, Bruxelles veut modérer l'impact sur les factures des ménages et des entreprises en élargissant la «boîte à outils» dévoilée à l'automne : une panoplie de mesures (régulation des prix, aides directes, abattements fiscaux, suppression de la TVA...) que les États peuvent adopter face à la crise de l'énergie. Au-delà de conditions déjà assouplies pour les aides publiques, la Commission permettra aux États de taxer les bénéfices des entreprises

Tous les secteurs porteurs sont concernés par ces journées et la participation est ouverte à l'ensemble des chefs d'entreprises qui confirment leur participation.

Economie bleue et agribusiness : perspectives Tunisie-Japon-Afrique »

Dans le cadre de son « Road Map to Tica8: Tokyo International Conference on African Development», prévue les 27 et 28 août 2022 en Tunisie à Djerba, la Chambre de Commerce et d'Industrie tuniso-japonaise organise, aujourd'hui, un séminaire intitulé : Economie bleue et agribusiness: Perspectives Tunisie-Japon-Afrique » Des experts tunisiens et japonais animeront le débat qui sera focalisé sur plusieurs thèmes axés sur les produits de la mer et des lacs ainsi que les techniques agricoles innovantes susceptibles d'être des créneaux de développement d'un partenariat Tunisie-Japon-Afrique : comme la géothermie agricole, les huiles essentielles dans le domaine pharmaceutique et l'industrie des produits de beauté, l'aquaculture, la pisciculture, etc. C'est aussi une occasion, pour plusieurs opérateurs privés tunisiens et japonais d'intervenir pour présenter leurs technologies ainsi que leurs projets. Rappelons que la Chambre de Commerce et d'Industrie tuniso-japonaise a été créée en 2014 avec l'objectif de créer une dynamique et développer des partenariats avec le Japon. La CCITJ travaille sur un axe de développement tripartite Tunisie - Japon - Afrique qui permettra un positionnement stratégique du secteur privé tunisien en Afrique subsaharienne. La CCITJ, ce sont 45 entreprises adhérentes dont 13 japonaises.

énergétiques générés par la flambée des cours afin de les redistribuer, mais à condition de «ne pas générer de distorsion inutile du marché».

Guerre en Ukraine: le FMI alerte sur les conséquences économiques du conflit

Le Fonds monétaire international (FMI) a alerté contre les conséquences économiques «dévastatrices» de la persistance du conflit en Ukraine. «Alors que la situation reste très fluide et que les perspectives sont soumises à une extraordinaire incertitude, les conséquences économiques sont déjà très graves», a indiqué le FMI dans un communiqué, soulignant que les cours de l'énergie et des matières premières, y compris le blé et d'autres céréales, ont bondi, «ce qui ajoute aux pressions inflationnistes résultant des perturbations de la chaîne d'approvisionnement et du rebond de la pandémie du covid-19». Dans son communiqué, le FMI a en annoncé qu'il prévoit de soumettre la demande de financement d'urgence de 1,4 milliard de dollars de l'Ukraine à son conseil d'administration et qu'il était en pourparlers sur les options de financement avec les autorités de la Moldavie voisine. «Les autorités monétaires devront surveiller attentivement la répercussion de la hausse des prix internationaux sur l'inflation intérieure, afin de calibrer les réponses appropriées», recommande la même source. Evoquant la situation pour la Russie, le FMI souligne que les sanctions annoncées par les pays occidentaux contre la Banque centrale russe «restreindront sévèrement son accès aux réserves internationales pour soutenir sa monnaie et son système financier». «Les sanctions internationales contre le système bancaire russe et l'exclusion d'un certain nombre de banques de Swift ont considérablement perturbé la capacité de la Russie à recevoir des paiements pour les exportations, à payer les importations et à effectuer des transactions financières transfrontalières», a-t-on ajouté. Et le FMI de prévenir que «les pays qui entretiennent des liens économiques très étroits avec l'Ukraine et la Russie sont particulièrement exposés au risque de pénurie et de rupture d'approvisionnement et sont les plus touchés par l'afflux croissant de réfugiés».

N.H.

► **ECHO AFRIQUE**

BAD : L'Afrique est propice aux investissements

Le représentant de l'Etat de New York et président de la Commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants des États-Unis, Gregory Meeks, a déclaré que les États-Unis ne feront partie de l'avenir que s'ils investissent en Afrique dès maintenant. «Si les États-Unis n'investissent pas en Afrique aujourd'hui— compte tenu notamment de la taille de la population jeune de l'Afrique, qui est supérieure à la population totale de l'Amérique—nous ne ferons pas partie de l'avenir», a déclaré M. Meeks. «Mon unique objectif était de m'assurer que l'Afrique passe "de l'arrière au premier-plan", a-t-il ajouté. Beaucoup de travail reste à accomplir et les gouvernements, seuls, ne peuvent pas le faire. La Banque africaine de développement va jouer un rôle important. Il est à noter que les États-Unis ont apporté leur soutien à la BAD, notamment à travers l'augmentation générale de son capital en 2019, qui est passé de 93 à 208 milliards de dollars. L'Africa Investment Forum, la principale plateforme d'investissement en Afrique, a récemment joué un rôle clé dans le resserrement des liens entre la Banque africaine de développement et la communauté des investisseurs américains. Fin 2021, l'Africa Investment Forum a signé un protocole d'accord avec l'Agence américaine pour le commerce et le développement pour le financement de projets d'infrastructures pour l'Afrique subsaharienne.

Conflit Russie-Ukraine : une opportunité pour la Mauritanie pour profiter de la hausse des prix du minerai de fer

La valeur de la production mauritanienne de minerai de fer est passée de plus d'un milliard de dollars en 2016 à environ 519 millions en 2017. Depuis, le pays qui compte parmi les plus importants producteurs en Afrique, met toutes les chances de son côté pour remonter la pente. Tout comme l'or et l'aluminium, le prix du minerai de fer connaît une hausse portée par les craintes d'une prolongation de la guerre en Ukraine. Il s'agit là d'une aubaine pour la Mauritanie qui n'attendait qu'une telle opportunité pour booster la valeur de sa production. En Chine et à Singapour, les contrats à terme de référence sur le minerai de fer ont grimpé le 28 février sur fond de craintes que l'offre mondiale soit perturbée par le conflit armé entre la Russie et l'Ukraine. Ainsi, sur le Dalian Commodity Exchange en Chine, le prix est passé à 112,68 dollars la tonne, soit une progression journalière de 3,6 %. Quant à la Bourse de Singapour, elle montre une croissance journalière de 3,2 % des prix qui atteignent 141,05 dollars la tonne. Si les opérations militaires se prolongent, le marché pourrait bien ne plus compter sur les 70 millions de tonnes de minerai de fer que la Russie et l'Ukraine exportent annuellement. L'équilibre mondial s'en verra donc perturbé à en croire les propos de Atila Widnell, directeur général de Navigate Commodities à Singapour, relayés par Reuters. Pour la Mauritanie dont le minerai de fer constitue le premier produit d'exportation, cette situation ne pouvait mieux tomber. Le pays s'est en effet employé avec la Société nationale industrielle et minière (Snim) à mettre en œuvre des plans pour tirer profit d'une éventuelle hausse des prix du fer. De nouvelles installations de traitement de minerai, à la mine T014, ont été mises en place fin 2020 pour augmenter de 2 millions de tonnes la production annuelle de la Snim située entre 12 et 13 millions de tonnes. La Société nationale, qui développe actuellement d'autres projets, entend bien continuer à accroître ses niveaux de production qu'elle compte progressivement étendre à 18 millions de tonnes d'ici 2024 et à près de 26 millions de tonnes d'ici 2026. Si elle concrétise toutes ses ambitions, l'économie mauritanienne ne pourrait que mieux se porter. Rappelons que la Snim contribue actuellement à 15 % du PIB selon plusieurs sources concordantes et représente 30 % des recettes d'exportations du pays.

10e Forum africain sur les finances publiques : les réformes budgétaires au programme

La Commission européenne et le Fonds monétaire international (FMI) organiseront le 10^e Forum africain sur les finances publiques du 10 au 12 mars 2022, a indiqué le FMI sur son site web. Ce forum en ligne abordera les réformes budgétaires de grande envergure nécessaires pour préserver la viabilité des finances publiques et accroître la résilience des économies africaines au lendemain de la pandémie du covid-19, ainsi que les moyens de surmonter les contraintes de la politique économique auxquelles les pays seront probablement confrontés au cours des prochaines années.

N.H